Top Secret Magazine dévoile un complot de Pretoria

Sale guerre contre Luanda

En concertation avec l'administration Reagan, le dirigeant de l'UNITA, Johan Savimbi, s'est réuni en mars 1982 avec le premier ministre sud-africain Botha, le ministre des affaires étrangères Pik Botha et le ministre de la défense Malan. Au cours de cette réunion, ils ont discuté de la possibilité de former un gouvernement UNITA en Angola du Sud. La partie sud africaine a insisté pour que toutes les démarches nécessaires en ce sens soient entreprises en concertation avec le gouvernement américain. C'est pourquoi une réunion s'est tenue la même année à Miami en Floride, organisée par la CIA. Il y fut discuté de la possibilité d'utiliser davantage le Zaïre comme centre logistique pour soutenir l'UNITA et pour relancer le FNLA. Étaient présents à cette réunion: Frank Sturges (CIA), Gary Van Dyk (service de sécurité sud-africain), Victor Fernandez (UNITA), Fernando Somoes (service de renseignements portugais), Hendrick Val Neto (FNLA) et l'exilé cubain Wilfredo Navarro. En mai de l'année suivante, une nouvelle réunion sécrète a eu lieu à Kinshasa cette fois, avec la participation de représentants des États-Unis, d'Israël, d'Afrique du Sud et de l'UNITA. Dès ce moment, le service de sécurité israélien (Mossad) a joué un rôle limité dans l'approvisionnement de l'UNITA en matériel militaire via le port zaïrois de Matadi et dans l'entraînement des gardes du corps personnels de Savimbi. Ce programme a été organisé par l'officier du Mossad Meir Meyukhas, alias Mayhos, alias Meyer, qui était à cette époque conseiller du président des Commores. En cette qualité, il a aussi organisé l'aide à l'UNITA en provenance d'Arabie saoudite, transitant par les Comores, à destination de Matadi (Zaïre).

La CIA et le Zaïre

Depuis 1984-1985, la CIA a systématiquement transformé le Zaïre en une base logistique de réserve. En 1985, un groupe de militaires, d'ingénieurs américains et d'experts de la CIA, sous la direction du fameux Frank Sturges, a visité le pays pour analyser les différentes possibilités militaires. Ce groupe a conclu que l'ancienne base aérienne belge de Kamina était ce qui convenait le mieux pour devenir le centre nerveux d'où partirait l'approvisionnement de l'UNITA en Angola du Sud. Le rapport a évalué le coût de la rénovation de la base aérienne de Kamina à 50 à 100 millions de dollars. En novembre, le commandant européen de la base aérienne américaine, Richard Lawson, a visité la base aérienne de Kamina pour établir une liste des équipements nécessaires. Et au début de 1986, la United States Agency for International Development (USAID), une organisation de couverture de la CIA, a entrepris de vastes travaux d'infrastructure routière vers le sud, vers Kamina et dans la zone frontalière avec l'Angola. Pour tenir les curieux à l'écart, toute la région a été déclarée inaccessible. De Kamina, les fameux missiles Stringer ont été livrés à l'UNITA.
En 1988, les États-Unis développent leur aide à l'UNITA. Le 2 décembre 1988, un exercice militaire conjoint américano-zaïrois se déroule dans la province du Shaba, sous le nom de «Flintlock 88». Environ 600 combattants de l'UNITA y prennent part eux aussi et y reçoivent un entraînement spécial. Pendant cet exercice, on poursuit le développement de la base de Kamina. Après les manoeuvres, les troupes spéciales américaines abandonnent aux contras de l'UNITA des armes qui sont normalement utilisées par la Rapid Deployment Force des États-Unis, d'une valeur totale de 1,5 millions de dollars.

Services de sécurité zaïrois

Outre Kamina, la CIA dispose de cinq autres bases au Zaïre, à partir des quelles, elle peut approvisionner l'UNITA: Kitona, Kincuso, Kimpese, Kathembe et Dilolo. Via Solongo, le ravitaillement est envoyé au front nord de l'UNITA en Angola. La stratégie de la CIA est de constituer une troisième base de soutien pour les combattants de Savimbi, en plus de celle de Jamba dans le sud et celle de Quimpese dans le nord, afin de pouvoir prendre le gouvernement de Luanda en tenaille.
Les services de sécurité de Mobutu sont largement impliqués dans le réseau qui sert les contras angolais. En témoigne le document suivant des services secrets zaïrois: *«Kinshasa 14 mars 1985. J'ai l'honneur de vous signaler qu'un groupe de commandos de l'UNITA recevra un entraînement spécial sur l base de Kamina. Un premier groupe de 36 commandos a déjà entamé une formation de trois mois au cours de laquelle ils apprendront à détruire des cibles tant industrielles que civiles ainsi que du matériel de transport et de communication. La formation est assurée par six instructeurs des unités spéciales américaines portant l'uniforme de nos paras, sans les insignes d'officiers. La direction générale est assurée par Thomas Murphy, un officier de la CIA qui m'a été présenté par le premier secrétaire de l'ambassade américaine»*.
Selon un haut officier de la garde présidentielle, connu par le magazine Top Secret, la base aérienne de Kamina est encore utilisée par la CIA pour approvisionner l'UNITA. Des rapports en provenance du Zaïre le confirment également. L'administration Clinton n'a pas pu ou voulu changer quoi que ce soit à la guerre secrète contre Luanda Il y a toujours du personnel de l'UNITA stationné en permanence à Kamina. Quatre ou cinq hommes blancs en civil y vivent et y travaillent. Un de ces hommes a été présenté aux officiers de sécurité zaïrois comme étant «Bill» de la CIA. Le programme de soutien de la CIA à l'UNITA est coordonné par la direction de la CIA à Kinshasa, les agents de la CIA directement responsables sont John Yates et Charles Johnson.

A 16h débat sur l'Afrique: la lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme. Avec la participation de:
- **Dennis Nkosi**, membre du Comité Central du Parti Communiste Sud-africain.
- **Shambuyi Kalala**, porte-parole de la Mouvance Progressiste du Zaïre
- **Arlindo Lopes**, directeur de l'information du Frelimo-Mozambique.

EN BREF

L'assassinat de Chris Hani était un complot

L'enquête policière sur le meurtre de Chris Hani est déjà clôturée. Initialement, on avait affirmé qu'il s'agissait de l'acte d'un fanatique de droite isolé. Après l'arrestation de l'anticommuniste notoire Clive Derby-Lewis, un membre proéminent du Konservatieve Partij, cette première version a été abandonnée et les autorités ont adopté la version du complot émanant de l'extrême droite et visant à déstabiliser le processus de paix.
Derby-Lewis est en effet un politicien anticommuniste important. Il siège pour le Konservatieve Partij dans le Conseil présidentiel de De Klerk. Il est membre de la Word Anti Communist League (WACL) et préside la Western Goals Institute (WGI), une organisation anticommuniste internationale, qui compte Le Pen et John Singlaub (président du WACL) parmi ses membres. Derby-Lewis est un ancien officier de la Sûreté militaire et il organise, via ce service de renseignements, le soutien accordé par la WACL et la WGI à l'UNITA en Angola et au RENAMO du Mozambique. (De Morgen, 20.4.93)

Les services de sécurité de De Klerk

La semaine dernière, nous avons publié un article du magazine «Top Secret» qui révélait qu'au moins deux tueurs à gage et un chauffeur étaient impliqués dans l'assassinat. Le commando de la mort, affirme «Top Secret», appartient à une unité spéciale des services de renseignements militaires et le meurtre s'inscrit dans le cadre de l'opération «Tempête de tonnerre» (Donderstorm), qui vise à déstabiliser l'ANC. En clôturant rapidement l'enquête, sans examiner les nombreux liens de Lewis avec les services de renseignements militaires, le régime veut accréditer la thèse selon laquelle il s'agit d'un complot visant à déstabiliser le processus de paix dirigé par De Klerk. De cette manière, le cadre global de l'opération «Tempête de tonnerre» et le gouvernement De Klerk lui-même restent hors d'atteinte... et l'opération dirigée contre les militants radicaux du mouvement anti-apartheid peut se poursuivre.
Cette opération combine la terreur et les assassinats sélectifs, d'une part, et la politique de compromis qui ne menace pas le régime de l'apartheid, d'autre part.
Dans la nuit avant les funérailles de Hani, un massacre a été perpétré dans le township noir de Sebokeng, à 25 km du cimetière où Hani serait enterré. 19 personnes ont été assassinées par un commando, qui, pendant trois heures, a parcouru le quartier en tirant, sans que la police n'intervienne. Le but manifeste de cette action de terreur était de perturber le plus possible les funérailles du leader de l'ANC. Sur la liste des meurtres sélectifs figurent des dirigeants comme Winnie Mandela, Jacob Zuma, Harry Gwaly et certains membres des services de renseignements de l'ANC (TSM).

De Klerk «d'accord» avec Mandela

Le Président De Klerk a déclaré devant le parlement qu'il considérait les exigences de Mandela qu'un gouvernement de transition soit formé avant la fin mai et que des élections générales soient organisées comme acceptables. «Les dates proposées sont celles que nous avions déjà convenu». De Klerk se réfère notamment à l'accord secret qui a été conclu le 14 février entre le gouvernement et l'ANC. Cet accord prévoit la constitution d'un gouvernement de transition qui organisera dans le délai d'un an des élections en vue de la composition d'une assemblée constituante. Pendant cinq ans on élaborerait une «constitution non raciale» qui serait à la base des premières élections «non raciales».
Avant la fin mai, un certain nombre de dirigeants de l'ANC accéderont donc vraisemblablement au gouvernement (IHT, 20.4.93 et NRC Handelsblad, 15.4.93).

Entre-temps, grand «nettoyage»

Le scénario de l'Opération «Tempête de tonnerre», tel qu'il est décrit par TSM, prévoit en effet une entente entre l'ANC et le Nationale Partij de De Klerk sur la tenue d'élections et sur le «partage du pouvoir». Immédiatement après la signature de cet accord, une opération massive de nettoyage contre les «éléments radicaux» serait déclenchée. L'une des premières organisations visées par cette opération est l'APLA (le bras armé du PAC). Cette opération de nettoyage serait menée sous l'enseigne de la lutte contre la criminalité, mais elle se dirigerait en réalité contre les cadres militants de l'ANC et du PAC. Déjà par le passé, des campagnes semblables ont été mises sur pied pour «criminaliser» des cadres importants. Winnie Mandela en avait été l'une des principales victimes et plus récemment une campagne avait été entamée contre Chris Hani. Le Sunday Times du 31 janvier avait par exemple titré *«Chris Hani, le Saddam sud-africain»*.
Ce genre de campagnes de criminalisation via les médias ont pour but d'obliger les dirigeants modérés de l'ANC et du PAC à se distancier de leur aile armée et à les impliquer éventuellement dans la répression contre les groupes les plus militants au sein de leur organisation. (TSM, dans Solidaire 17, 1993)

Trotskistes: «Chris Hani, le stalinien»

Que les trotskistes s'allient dans leur anticommunisme à la bourgeoisie la plus réactionnaire, nous l'avons illustré maintes fois dans ce journal. Mais les trotskistes anglais de l'Alliance for Workers' Liberty mènent le cynisme à son comble. Sous le titre «Chris Hani, un combattant mais un stalinien», ils écrivent dans leur hebdomadaire: *«Le fait que la presse libérale s'étend en éloges sur cet homme «extrêmement honnête» démontre une fois de plus la justesse de l'ancien dicton: «Plus les choses changent, plus elles se ressemblent». Dans les années trente, les démocrates et les staliniens ont défendu les chambres de torture et la dictature de Staline comme étant un «moindre mal». Aujourd'hui, nous constatons que des démocrates, des staliniens et des tiersmondistes semblent oublier que si Hani était arrivé au pouvoir, il aurait fait partie d'une machine d'État qui aurait imposé une dictature de fer à la classe ouvrière»* (Socialiste Organiser, 15 avril 1993).

T.B.